



Mission régionale d'autorité environnementale

**BRETAGNE**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale de BRETAGNE  
après examen au cas par cas  
sur l'élaboration du zonage d'assainissement  
des eaux pluviales de Plouénan (29)**

n° MRAe 2017-004614

**Décision du 17 février 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement**

La présidente de la mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) de la région Bretagne ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du CGEDD ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 23 juin 2016 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, **relative au projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de Plouénan (Finistère)** reçue le 19 décembre 2016 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé, délégation territoriale du Finistère, en date du 23 décembre 2016 ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

**Considérant que** le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales est conduit dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU), en cours de révision, et qui prévoit, à ce stade, 24 ha maximum de zones à urbaniser ;

**Considérant que** le projet de zonage prévoit :

- la gestion des eaux pluviales à la parcelle pour toute nouvelle construction (surface de plancher de moins de 500 m<sup>2</sup>) générant une imperméabilisation supplémentaire ;
- l'infiltration des eaux pluviales pour tout nouveau projet d'aménagement ou de réaménagement (surface de plancher de plus de 500 m<sup>2</sup>) et, à défaut, le rejet à débit régulé vers le réseau ;

**Considérant la localisation du projet** de zonage de la commune dont le territoire est concerné par :

- le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Léon ;
- le périmètre du Schéma d'Aménagement et Gestion des Eaux (SAGE) Léon-Trégor ;
- les sites Natura 2000 « Baie de Morlaix » institués au titre des directives « Habitats » et « Oiseaux » ;

- les bassins versants « L'Horn de sa source à la Mer », La Penze du Coat Toulzac'h à la mer », et « Côtier de la Penze »
- le périmètre de captage d'eau potable de « Penhoat » ;
- la zone conchylicole « Rivière de Penze » ;

**Considérant que** le projet de zonage privilégie l'infiltration des eaux pluviales évitant ainsi les rejets directs d'eaux pluviales dans les réseaux et dans le milieu récepteur ;

**Considérant que** le projet de zonage s'appuie sur un schéma directeur qui a permis d'identifier les dysfonctionnements actuels dans la gestion des eaux pluviales et de proposer les mesures correctives adaptées ;

**Considérant que** le PLU de la commune, en cours d'élaboration, est soumis à évaluation environnementale, et qu'il apparaît dès lors préférable d'évaluer la gestion des eaux pluviales à ce niveau afin d'éviter une répétition de l'évaluation ;

## Décide :

### Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Plouénan est dispensé d'évaluation environnementale spécifique. L'évaluation devra être intégré à celle du PLU en cours de révision.**

### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3

Cette décision, exonérant la personne publique responsable de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations produites par celle-ci. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des incidences ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas la personne publique responsable de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, en particulier celui d'action préventive et de correction.

### Article 4

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe ([www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr)) ainsi que sur le site de la DREAL Bretagne ([www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr](http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr))

Fait à Rennes, le 17 février 2017

La Présidente de la MRAe de la région Bretagne



Françoise GADBIN

## **Voies et délais de recours**

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation environnementale.

Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

### **Le recours gracieux doit être adressé à :**

Service d'appui technique à la mission régionale d'Autorité environnementale Bretagne (CoPrEv)  
Bâtiment l'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes cedex